

Val-de-Marne

autrement

Majorité présidentielle | Conseil général du Val-de-Marne

N°1 juin 2009



Une lettre d'information politique qui respecte les règles

Jacques J.P. Martin

Président du groupe "Majorité
présidentielle" au Conseil
général du Val-de-Marne

C'est avec une grande
fierté que mes collègues
et moi-même, conseillers
généralistes de la majorité

présidentielle pour le Val-de-Marne, vous
présentons ce premier numéro de notre lettre
d'information.

Il semblait nécessaire, à l'heure où les insti-
tutions territoriales sont en cours de
réforme, à l'heure où les français devien-
nent légitimement exigeants sur la commu-
nication de leurs élus, à l'heure où les
inquiétudes sociales demandent des
réponses... d'informer les Val-de-marnais
de notre action, de nos combats, de nos
positions.

Nous alimentons depuis des années le blog
www.cg94majoritepresidentielle.com qui
présente notre actualité, mais il nous a paru
complémentaire de donner naissance à une
lettre périodique plus formelle.

Nos outils de communication politique,
comme ce journal, sont entièrement
financés par l'argent personnel des élus de
notre groupe et non par de l'argent public.
Cette précision nous semble nécessaire
quand nous voyons fleurir dans le Val-de-
Marne une campagne d'affichage tout à fait
scandaleuse sur le thème «les services
publics en danger», cette campagne de
communication qui attaque très explici-
tement la politique du gouvernement est
financée par le Conseil général et des
municipalités de gauche avec l'argent du
contribuable.

Nous considérons comme abusive cette uti-
lisation des fonds publics, nous condamnons
fermement ces méthodes et tenons,
nous, à continuer de faire de la politique de
façon honnête et loyale. ■

Plan de relance : le gouvernement soutient le Val-de-Marne

**Le Président de la République
et le gouvernement ont su
réagir très rapidement à la
crise financière et économique
qui sévit actuellement.**

Cette réactivité tout à fait efficace a
été visible et saluée au plan inter-
national puisque Nicolas Sarkozy a
été l'initiateur du G20 dans lequel
ont été prises de bonnes décisions
pour assainir l'économie de marché.
Elle a été tout autant déterminante
au plan national évitant des consé-
quences encore plus graves.

Dans le Val-de-Marne, l'interven-
tion de l'Etat via le plan de relance
est sans doute encore plus néces-
saire qu'ailleurs tant la gestion
communale actuelle du départe-
ment a engendré un retard énorme
en terme de dynamisme écono-
mique, d'équipements structurants,
de transports, de logement...

Les mesures sont d'abord d'ordre
global et visent à rétablir une
bonne santé de l'économie qui per-
mettra de sauvegarder et de créer
des emplois. Pour cela le soutien
au secteur bancaire était devenu
indispensable afin de fournir aux
banques des liquidités à moyen
terme et de renforcer leurs fonds
propres pour qu'elles puissent conti-
nuer de contribuer au financement
de l'économie, éviter l'effondre-
ment de nombreuses petites et
moyennes entreprises et sauve-
garder la création d'emplois. Aider
les banques, ce fut aussi une prio-
rité pour sauver l'épargne des
Français les plus modestes. Si le
système bancaire défaillait, comme
nous pouvions le craindre, les
Français en auraient subi directe-

ment les conséquences. Cette
intervention prend la forme d'une
garantie de l'Etat à des emprunts
(dans la limite de 320 Md€) et à des
fonds propres (dans la limite de
40 Md€). En contrepartie, les
banques s'acquittent d'intérêts à
des conditions de marché. Cette
intervention en faveur du secteur
bancaire n'entraîne donc aucune
dépense mais au contraire est
source de recette pour l'Etat à hau-
teur de 1,4 Md€ pour 2009. Il s'agit
de permettre aux banques de fonc-
tionner et non de leur faire un
cadeau comme voudrait le faire
croire la gauche, notamment dans



le Val-de-Marne avec une cam-
pagne d'affichage trompeuse.

**Les mesures en faveur des entre-
prises et de l'emploi, indissociables,
bénéficient aussi d'une enveloppe
tout à fait exceptionnelle.**

Ainsi l'Etat accélère le rembourse-
ment de ses dettes envers les entre-
prises pour soutenir leur trésorerie,
il permet la mensualisation du
remboursement de la TVA (300
demandes d'entreprises val-de-
marnaises). Il augmente les moyens
d'OSEO, la banque publique des
PME, pour lui permettre de garantir
un volume de prêts plus important
aux TPE et PME. Il crée, avec la
Banque de France, un dispositif de

Budget du Conseil général : des impôts ! des impôts ! des impôts !

“ Une augmentation de
6,5% sur la taxe foncière et
la taxe d'habitation ”

C'est maintenant officiel de puis le 16 mars dernier, les impôts locaux votés par le Conseil général dans le cadre de son budget 2009 sont en forte hausse.

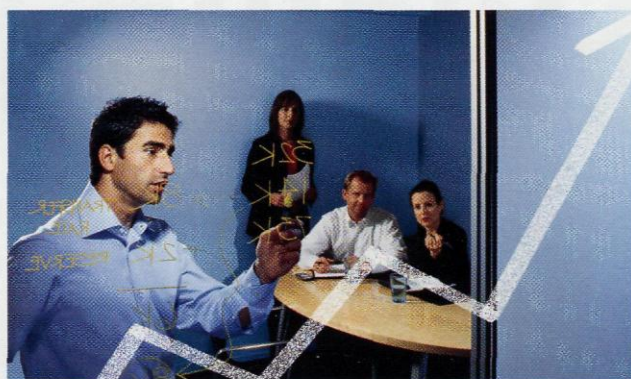
Les Val-de-marnais devaient déjà faire face, comme tous les Français, à la crise économique actuelle, ils devront en plus subir une augmentation de leur feuille d'impôt de 6,5% pour la taxe foncière et pour la taxe d'habitation.

Pour enfoncer le clou, la taxe professionnelle augmente de 9,75 %, soit le record de la Région !!! Avec de telles conditions d'accueil dans le Val-de-Marne, les entreprises qui auraient été tentées de venir s'y implanter et d'y créer des emplois pourtant nécessaires à la population... iront le faire ailleurs.

Il est vrai que le climat social mais aussi les problèmes d'emploi tendent à prévoir une augmentation des dépenses obligatoires alors que les recettes, notamment liées aux droits de mutation de l'immobilier, tendent à diminuer.

Mais la crise ne doit pas tout justifier. Le Département bénéficie pourtant de recettes assurées par la réévaluation de la quote-part de la TIPP versée, par les bonnes décisions prises par le Gouvernement en matière de la FC TVA, et par le fait que le surcoût associé du RSA est intégralement à la charge de l'Etat. La situation demande certes, une nouvelle rigueur de gestion mais ne justifie en aucun cas une telle hausse de la fiscalité.

Nous aurions préféré un ralentissement du train de vie du Conseil général dans des compétences non obligatoires mais là encore ce choix ne fut pas celui de l'exécutif commu-



niste et socialiste. Comment justifier par exemple la baisse de 300 000 euros des subventions des associations sportives quand le Conseil général se paie des campagnes de communication luxueuses dans les journaux et sur tous les panneaux d'affichage du département ? ■

Dominique Roblin,
Conseiller général de Bry/Champigny

- **+ 9,75% de taxe professionnelle record régional**
- **- 300 000 euros pour les associations sportives**
- **Plan de relance : 8 Milliards d'euros de la part de l'Etat**

Le Conseil général se désengage du sport



Le Conseil général versait jusqu'à cette année une subvention forfaitaire aux villes de 0,35 € par habitant, qui était reversée aux associations sportives de chaque commune pour le sport amateur. Le Conseil général subventionnait aussi les comités départementaux de chaque sport pour l'achat de matériel destiné aux associations.

Ces deux dispositifs de subvention vont disparaître et laisseront la place à un nouveau dispositif dont on

ne sait rien, mais qui attribuera des subventions au secteur sportif sur des critères arbitraires du Conseil général, sans consultation des communes. L'enveloppe globale destinée aux associations est de toute façon diminuée de 300 000 euros. Dommage donc pour les activités sportives des habitants. ■

François Duluc
Conseiller général
de Maisons-Alfort sud



Suite de l'article

«Plan de relance ; le gouvernement soutient le Val-de-Marne»

» médiation pour les entreprises rencontrant des difficultés à emprunter (déjà 24 dossiers représentant 350 emplois aboutis dans le Val-de-Marne).

Il compense le coût de toute embauche réalisée en 2009 par les entreprises de moins de 10 salariés par une exonération des charges patronales ; compensation dégressive jusqu'à 1,6 fois le smic. Il assouplit les conditions de recours au chômage partiel tout en garantissant une meilleure indemnisation des salariés concernés qui échappent ainsi au licenciement...

Pour les investissements publics structurants, permettant aussi de faire travailler des entreprises et de favoriser l'emploi, c'est un budget national de 8 Md€ qui est débloqué. Pour notre département, cela concerne la réfection de la chaussée de l'A86 entre Thiais et l'intersection avec l'A6 (2,3 M€), la réfection d'une cité universitaire à Cachan (6,3 M€), des travaux de rénovation dans des organismes de recherche à Villejuif (INSERM et CNRS pour 2 M€) et à Nogent (CIRAD pour 0,7 M€). Pour la rénovation urbaine, l'ANRU dispose de moyens pour d'une part concrétiser des opérations tombées en déshérence (22 M€ pour le Val-de-Marne) et d'autre part 200 M€ au niveau national pour anticiper des actions prévues en 2010. Pour le logement social aussi, 100 000 logements supplémentaires seront financés en France en 2009 et en 2010.

Enfin, **les collectivités territoriales bénéficient déjà de mesures tout à fait significatives** puisque la réforme du fonds de compensation de la TVA (FCTVA) leur permet de recevoir de façon anticipée les sommes dues au titre de l'année précédente.

N'en déplaise à la gauche partisane, il y a bel et bien un pilote dans l'avion en cette période de turbulence. La crise nécessite de l'audace en s'efforçant de dépasser les vieux clivages politiques...C'est ainsi que l'on reconnaît les femmes et hommes politiques de progrès !

Là encore, le conseil général communiste s'obstine dans une démarche d'opposition systématique et stérile. Une telle attitude politicienne est évidemment inadaptée en temps de crise et dessert, une fois de plus, les intérêts des val de marnais. ■

Bruno Tran
Conseiller Général de Thiais

Le Val-de-Marne en retard pour l'internet haut-débit



Dans le Plateau Briard 36% des personnes sondées n'ont pas accès au haut débit

Le Président du Conseil Général, a signé il y a plusieurs années un protocole d'accord avec le PDG de France Télécom pour que chaque foyer du département puisse recevoir l'ADSL.

Aujourd'hui ou en sommes-nous ? Si presque tous les Val de Marnais peuvent se connecter, il reste beaucoup de zones d'ombre, notamment sur le Plateau Briard, mais aussi dans l'Est du département, au Plessis-Tréville notamment.

Une étude récente réalisée sur le Plateau Briard indique que 36% des personnes sondées ne peuvent prétendre à aucune offre ADSL. Ceci n'est pas normal.

Devant le manque de volonté de l'opérateur historique, les Présidents de nombreux conseils généraux ont pris le dossier en main et fait réaliser le déploiement d'un réseau à très haut débit.

Le Val d'Oise et la Seine-Saint-Denis ont déployés des réseaux entiers de fibre optique ; 430 km de fibre optique pour un coût de 55M€ dont simplement 8M€ pour les deux départements. Cette nouvelle infrastructure desservira 130.000 logements, et 6.300 entreprises.

La Seine et Marne vient d'achever le déploiement d'un réseau de collecte en fibre optique qui parcourt 1 200 km, desservira 197 zones d'activité économique et 580 établissements publics. Actuellement des travaux sont en cours pour étendre la capillarité du réseau vers l'ensemble des communes et porter la fibre optique jusqu'aux particuliers.

Le département du Val de Marne pendant ce temps, fait de timides essais en passant des fibres dans les égouts, sans volonté affichée.

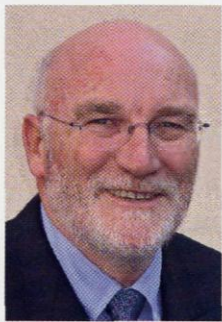
Le groupe UMP du conseil général est intervenu à de nombreuses occasions pour demander que le dossier du très haut débit soit une priorité pour le Val de Marne. Les réponses obtenues ne sont pas encourageantes mais notre volonté d'aboutir est intacte et notre groupe maintiendra sa pression tant qu'il n'aura pas obtenu satisfaction. ■



Pierre-Jean Gravelle
Conseiller général de Villecresnes,
Mandres, Santeny, Marolles, Périgny

L'accord particulier département / région

Roland PATRZINSKY,
Conseiller Régional
d'Ile-de-France



Lors des concertations engagées en 2006 avec les exécutifs départementaux, préalablement à la négociation du Contrat de Projets Etat-Région 2007/2013, ceux-ci ont fait part de leur volonté de reconduire les contrats Région Département.

Au niveau du département du Val-de-Marne, ce contrat sera soumis à l'étude des Conseillers Généraux avant d'être transmis au vote du Conseil Régional d'Ile-de-France.

Ce contrat doit se concevoir comme un outil de programmation financière complémentaire au Contrat de Projets Etat-Région 2007/2013. A ce

titre un certain nombre d'engagements ont été pris à l'égard du département du Val-de-Marne.

Nos deux collectivités territoriales estimeront indispensable le renouvellement de leur démarche partenariales, afin de répondre aux attentes des habitants du département et aux enjeux territoriaux.

Ce contrat particulier proposera, de la façon la plus pragmatique et la plus souple possible, de poursuivre les engagements pris ultérieurement en concentrant l'investissement régional sur des opérations bien identifiées allant dans le sens du développement durable et solidaire, notamment en mettant l'accent sur les déplacements.

Ce contrat :

- Prendra en compte la particularité du Val-de-Marne, il permettra de poursuivre l'objectif d'un équilibre harmonieux du territoire, notamment par un rééquilibrage à l'Est de

l'Ile-de-France.

- donnera la priorité aux opérations prêtes rapidement, et mettra l'accent sur le développement des déplacements en respectant les engagements de l'Ile-de-France pour une éco-Région responsable et solidaire.

- respectera les impératifs d'équilibre budgétaire de la région, tout en laissant la marge de manœuvre financière nécessaire pour réaliser à mi parcours des opérations devenues indispensables au développement du territoire francilien.

Comme pour le précédent contrat, les élus de nos groupes respectifs au Conseil Général et au Conseil Régional seront attentifs aux propositions, mais surtout partie prenante pour toujours plus de services rendus aux Franciliennes et aux Franciliens, et plus particulièrement aux Val-de-Marnaises et Val-de-Marnais. ■

Interview de

Bruno CASTELNAU
Président du groupe
des élus de Droite,
Centristes et Radicaux.
Ivry sur Seine,



Elu UMP à Ivry, ville communiste, dans quelles conditions exercez-vous votre mandat ?

Avec les élus de ma liste, nous rendons compte aux Ivryens de la gestion de la ville, des carences et de la désinformation qu'ils subissent.

Nous sommes confrontés à un exécutif tenu par le parti communiste qui se soucie plus d'attaques contre le Gouvernement que du bien-être des habitants.

Vous ne parlez que du parti communiste, mais quel rôle jouent les socialistes dans cette majorité ?

A Ivry, comme au Conseil général du Val-de-Marne, les socialistes ne sont que des porteurs d'eau et lèvent docilement la main à chaque Conseil municipal pour valider les décisions prises par le Maire communiste. La preuve en est, un élu du groupe socialiste vient de les quitter pour rejoindre le groupe communiste.



Par ailleurs, vous êtes Président de l'AVM, Association des Villes Minoritaires, de quoi s'agit-il ?

Ce que je subis en tant qu'élus d'opposition dans les villes de gauche, d'autres dans le département le vivent aussi. Nous avons voulu nous fédérer pour lutter et réagir plus efficacement en échangeant nos expériences afin de reconquérir ces villes. ■

Les Conseillers généraux de la Majorité Présidentielle

Jacques J.P. MARTIN (Nogent-sur-Marne), François DULUC (Maisons-Alfort Sud), Sylvain BERRIOS (Saint-Maur-La Varenne), Jean-Marie BRETILLON (Charenton-le-Pont), Olivier CAPITANIO (Maisons-Alfort Nord), Marie-Carole

CIUNTU (Sucy-en-Brie), Jean EROUKH-MANOFF (Saint-Mandé), Pierre-Jean GRAVELLE (Villecresnes), Lucien LAVIGNE (Chennevières-sur-Marne), Guy LE DOEUFF (Ormesson-sur-Marne), Jacques LEROY (Saint-Maur Ouest),

Jacques LOISON (Perreux-sur-Marne), Georges NERIN (Joinville-le-Pont), Catherine PROCACCIA (Vincennes Ouest), Dominique ROBLIN (Bry-sur-Marne), Jean-Michel SEUX (Vincennes Est), Bruno TRAN (Thiais)

